

Revenus des ménages

En 2009, le pouvoir d'achat du revenu des ménages accélère : sa hausse atteindrait +2,2 %, après +0,7 % en 2008. Ce dynamisme tient au net repli de l'inflation. En effet, le revenu disponible brut (RDB) des ménages ralentit sensiblement cette année : il pâtit de la forte décélération des revenus d'activité et de la propriété, du fait de la récession. En revanche, les revenus des ménages ont été soutenus par les stabilisateurs automatiques et par les mesures de relance qui ont amorti l'impact de la récession.

Au premier semestre 2010, le pouvoir d'achat ralentirait sensiblement (+0,5 % en moyenne semestrielle après +1,2 % au second semestre 2009), en lien avec la remontée de l'inflation. Le RDB croîtrait au même rythme que fin 2009, comme les revenus d'activité. D'un côté, les impôts versés par les ménages baisseraient encore avec la compensation de la nouvelle contribution carbone, mais dans une moindre mesure que fin 2009. De l'autre, les prestations sociales décélèreraient.

Les revenus d'activité progresseraient légèrement au premier semestre 2010

En 2009, la crise économique aura pesé sur les revenus d'activité, qui ont stagné (-0,1 % après +3,4 % ; cf. tableau 1). D'une part, la masse salariale reçue par les ménages décélère nettement (+0,1 % après +3,3 % en 2008, cf. tableau 2) : elle a particulièrement reculé en début d'année dans les secteurs marchands non agricoles (cf. graphique 1) sous l'effet de la forte baisse de l'emploi salarié (fiche « Emploi »). D'autre part, l'excédent brut d'exploitation (EBE) des entrepreneurs individuels⁽¹⁾ diminue (-1,1 % après +4,2 % en 2008), avec le repli de l'activité.

(1) L'excédent brut d'exploitation (EBE) des entrepreneurs individuels est le solde du compte d'exploitation des entreprises individuelles. Il s'agit d'un revenu mixte puisqu'il rémunère le travail effectué par le propriétaire de l'entreprise individuelle, et éventuellement les membres de sa famille, mais contient également le profit réalisé en tant qu'entrepreneur.

Tableau 1

Revenu disponible brut des ménages

évolution en %

	Moyennes semestrielles					Moyennes annuelles		
	2008		2009		2010	2007	2008	2009
	S1	S2	S1	S2	S1			
Revenu disponible brut (RDB) (100 %)	1,7	0,9	0,7	1,5	1,5	5,2	3,5	1,9
dont :								
Revenus d'activité (68 %)	1,9	0,9	-0,6	0,1	0,3	4,5	3,4	-0,1
Salaires bruts (58 %)	1,8	1,1	-0,5	0,2	0,3	4,4	3,3	0,1
EBE des entrepreneurs individuels (10 %)	2,7	0,0	-0,9	-0,5	0,5	4,9	4,2	-1,1
Prestations sociales en espèces (30 %)	1,6	2,2	2,5	2,5	2,2	3,6	3,5	4,9
EBE des ménages purs (14 %)	1,8	1,5	0,6	1,9	2,2	8,1	4,3	2,3
Revenus de la propriété (10 %)	2,1	0,5	-0,8	1,0	1,7	3,9	3,2	0,0
Prélèvements sociaux et fiscaux (-23 %)	2,3	2,5	-1,5	-1,6	-0,8	2,1	3,5	-1,1
Cotisations des salariés (-8 %)	0,7	0,6	0,1	0,5	0,3	3,6	1,6	0,6
Cotisations des non-salariés (-2 %)	2,8	0,3	2,4	0,8	-0,1	2,0	3,8	3,0
Impôts sur le revenu et le patrimoine (y compris CSG et CRDS) (-13 %)	3,3	4,1	-3,0	-3,3	-1,7	1,3	4,6	-2,7
Revenus hors impôts	1,9	1,3	0,3	1,0	1,2	4,7	3,6	1,4
Prix de la consommation des ménages (comptes nationaux trimestriels)	1,7	0,6	-0,7	0,4	1,0	2,1	2,8	-0,2
Pouvoir d'achat du RDB	-0,1	0,3	1,4	1,2	0,5	3,0	0,7	2,2

■ Prévision

Note : les chiffres entre parenthèses donnent la structure de l'année 2007.

Source : Insee

Au premier semestre 2010, les revenus d'activité accélèrent légèrement (+0,3 % en moyenne semestrielle après +0,1 % au second semestre 2009), dans le sillage de l'EBE des entrepreneurs individuels.

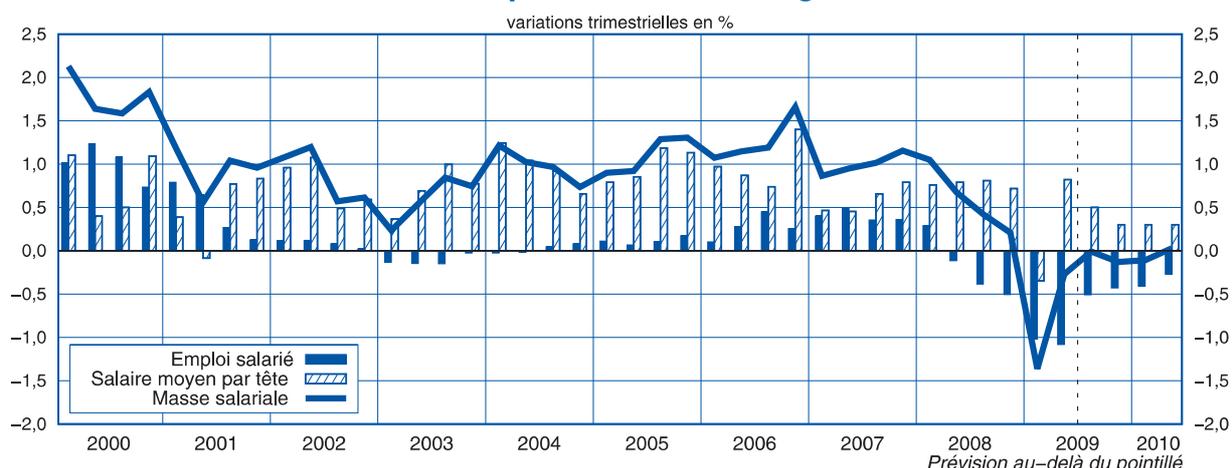
Les prestations sociales ralentissent quelque peu début 2010

En 2009, les prestations sociales en espèces ont été très dynamiques (+4,9 % après +3,5 % en 2008 ; cf. tableau 3). En particulier, les prestations d'assistance sociale augmenteraient notablement (+11,4 % après -3,4 % en 2008). Les ménages ont notamment bénéficié du versement de deux primes exceptionnelles dans le cadre du plan de relance : la prime de solidarité active versée en avril et la prime de 150€ aux bénéficiaires de l'allocation de

rentrée scolaire versée en juin. Enfin, le revenu de solidarité active a été mis en place en juin. Par ailleurs, les prestations de Sécurité sociale accélèrent sensiblement en 2009 (+4,7 % après +4,2 % en 2008) : les allocations chômage croissent fortement, du fait de la dégradation du marché du travail.

Au premier semestre 2010, la croissance des prestations sociales reviendrait sur sa tendance moyenne (+2,2 % après +2,5 % au second semestre 2009). D'une part, les prestations de Sécurité sociale ralentissent, notamment les allocations chômage, le marché du travail se dégradant moins vivement. Mais d'autre part, les prestations d'assistance sociale accélèrent, après le contrecoup fin 2009 des primes exceptionnelles versées au printemps dernier.

1 - Décomposition de la masse salariale des ménages sur le champ concurrentiel non agricole



Source : Insee

Tableau 2
De la masse salariale des entreprises non financières à celle reçue par les ménages
évolution en %

	Moyennes semestrielles					Moyennes annuelles		
	2008		2009		2010	2007	2008	2009
	S1	S2	S1	S2	S1			
Entreprises non financières (ENF) (67 %)	2,1	1,0	-1,5	-0,2	-0,2	4,8	3,8	-1,1
dont : salaire moyen par tête	1,7	1,7	0,3	1,1	0,6	3,2	3,3	1,7
Entreprises financières (5 %)	-0,7	-1,0	3,3	0,5	0,5	3,4	-0,7	3,0
Administrations publiques (23 %)	0,9	1,2	1,2	0,8	1,2	2,9	2,1	2,2
Ménages hors entrepreneurs individuels (2 %)	2,8	3,2	3,1	2,7	2,5	7,9	6,1	6,1
Masse salariale brute reçue par les ménages (100 %)	1,8	1,1	-0,5	0,2	0,3	4,4	3,3	0,1
dont : secteurs concurrentiels non agricoles	2,0	0,9	-1,4	-0,2	-0,2	4,6	3,5	-0,1

■ Préviation

N.B. : les chiffres entre parenthèses donnent la structure de l'année 2007.

Source : Insee

Les prélèvements obligatoires continueraient de baisser début 2010

Les prélèvements obligatoires reculent en 2009 (-1,1 % après +3,5 % en 2008). En effet, les impôts versés par les ménages baissent nettement (-2,7 % après +4,6 % en 2008). La baisse des recettes de l'impôt sur le revenu des personnes physiques (IRPP) traduit d'une part le ralentissement de leurs revenus en 2008, d'autre part les effets du plan de relance⁽²⁾ et enfin la réforme de la taxation des dividendes⁽³⁾. Par ailleurs, les cotisations versées par les salariés en 2009 progressent moins (+0,6 % après +1,6 %), sous l'effet du ralentisse-

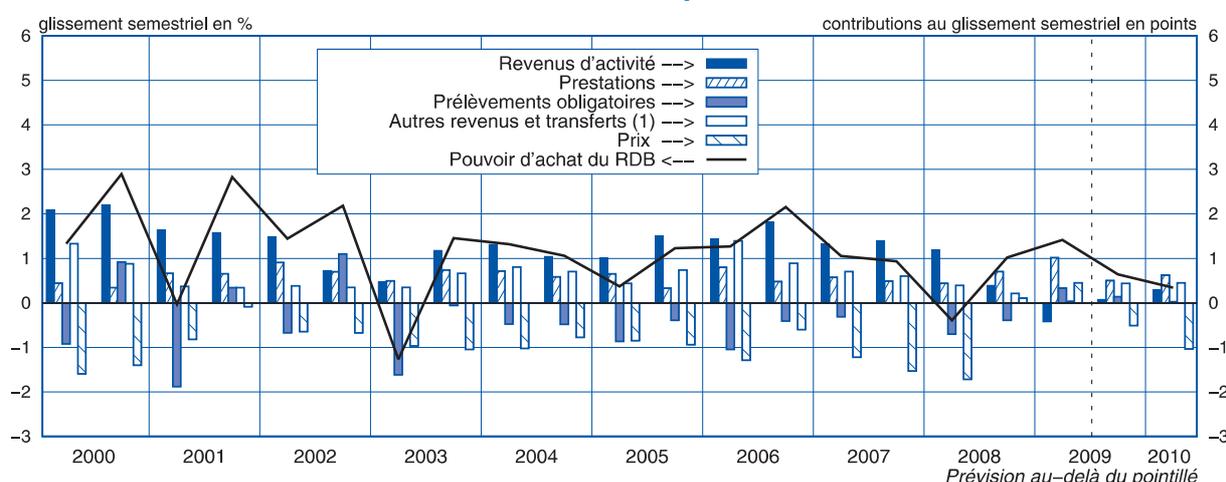
ment de la masse salariale. Les cotisations versées par les non-salariés ralentissent également (+3,0 % en 2009 après +3,8 % en 2008).

Au premier semestre 2010, les prélèvements obligatoires baisseraient encore, mais moins que fin 2009 (-0,8 % après -1,6 % fin 2009). Les impôts versés par les ménages continueraient de reculer

(2) Suppression des deux derniers tiers et des dernières mensualités pour les contribuables les moins aisés.

(3) La mesure de taxation des dividendes au prélèvement forfaitaire libératoire a permis d'anticiper en 2008 le versement de l'impôt qui aurait dû être perçu en 2009 : il y a donc eu double perception en 2008. En 2009, le montant perçu reviendrait à un niveau habituel.

2 - Pouvoir d'achat du revenu disponible et contributions



(1) EBE des ménages purs, revenus de la propriété et transferts courants

Remarque : Ces contributions sont calculées "hors retraitement comptable de l'avoir fiscal".

Source : Insee

Tableau 3

Les transferts sociaux reçus et versés par les ménages

évolution en %

	Moyennes semestrielles					Moyennes annuelles		
	2008		2009		2010	2007	2008	2009
	S1	S2	S1	S2	S1			
Prestations sociales en espèces reçues par les ménages (100 %)	1,6	2,2	2,5	2,5	2,2	3,6	3,5	4,9
Prestations de Sécurité Sociale (71 %)	2,0	2,3	2,0	2,9	2,1	3,9	4,2	4,7
Prestations de régimes privés (7 %)	0,5	2,7	0,6	4,0	2,9	1,6	2,5	4,0
Prestations directes d'employeur (14 %)	2,1	1,6	1,1	1,4	1,6	5,9	4,4	2,6
Prestations d'assistance sociale (8 %)	-2,6	1,1	11,4	-1,3	3,3	-0,5	-3,4	11,4
Total des prélèvements sociaux	1,7	0,6	0,1	0,6	0,4	3,5	2,8	0,7
Cotisations sociales effectives versées par les ménages (100 %)	1,6	0,5	-0,1	0,5	0,2	3,4	2,6	0,4
dont : Cotisations des employeurs ⁽¹⁾ (64 %)	1,9	0,4	-0,5	0,5	0,2	3,5	2,9	0,0
Cotisations des salariés (29 %)	0,7	0,6	0,1	0,5	0,3	3,6	1,6	0,6
Cotisations des non-salariés (7 %)	2,8	0,3	2,4	0,8	-0,1	2,0	3,8	3,0

Prévision

Note : Les chiffres entre parenthèses donnent la structure de l'année 2007.

(1) Les cotisations employeurs sont à la fois reçues et versées par les ménages en comptabilité nationale : elles n'ont donc pas d'effet sur le revenu disponible brut.

Source : Insee

(-1,7 % après -3,3 %), les ménages percevant en début d'année l'intégralité de la compensation prévue au titre de la nouvelle contribution carbone.

Début 2010, un profil heurté du pouvoir d'achat dû à la taxe carbone

En 2009, le revenu disponible brut (RDB) nominal décélère fortement (+1,9 % après +3,5 % en 2008). Mais ce ralentissement serait plus que compensé par le net repli de l'inflation (-0,2 % après +2,8 % en 2008). De sorte que le pouvoir d'achat accélère (+2,2 % après +0,7 % en 2008). Le pouvoir d'achat par unité de consommation, qui tient compte des évolutions démographiques, se redresse aussi en 2009 : il atteindrait +1,5 %, après avoir été stable en 2008 (cf. encadré).

Au premier semestre 2010, le revenu des ménages progresserait de 1,5 %. L'inflation repartant à la hausse, le pouvoir d'achat ralentirait sensiblement (+0,5 % après +1,2 % au second semestre 2009).

Au trimestre le trimestre, le profil du pouvoir d'achat serait particulièrement heurté sous l'effet de la mise en œuvre de la taxe carbone et de sa compensation début 2010. Le schéma retenu est celui d'une compensation financière versée aux ménages en une fois en début d'année, pour faire face au paiement de la taxe tout au long de 2010. Dans un tel contexte, le pouvoir d'achat des ménages progresserait ainsi de manière soutenue au premier trimestre (+0,7 %), puis il baisserait de 0,3 % au deuxième trimestre, par contrecoup. Ainsi, la mise en œuvre de la taxe proprement dite pousserait à la hausse les prix, à hauteur de 0,3 point au premier trimestre (cf. tableau 4). Par ailleurs, les ménages recevraient au premier trimestre 2010, l'intégralité de la compensation annuelle prévue pour 2010, soit 2,7 Mds€. Ce versement soutiendrait le revenu des ménages à hauteur de 0,8 point au premier trimestre et, par contrecoup, le freinerait de 0,8 point au deuxième trimestre. Sur l'ensemble de l'année 2010, cette mesure serait neutre sur le pouvoir d'achat des ménages.

Au total, hors la mise en œuvre de la taxe carbone, le pouvoir d'achat des ménages progresserait modérément, de 0,1 % au premier trimestre 2010 puis de 0,5 % au deuxième trimestre. ■

Tableau 4

Compte de revenu des ménages

	variations T/T-1 (en %) - données CJO-CVS					
	2009				2010	
	T1	T2	T3	T4	T1	T2
Prix de la consommation	-0,4	0,0	0,2	0,3	0,7	0,3
Prix de la consommation, hors taxe carbone	-0,4	0,0	0,2	0,3	0,4	0,3
Impact prix de la taxe carbone	0,0	0,0	0,0	0,0	0,3	0,0
Revenu disponible brut nominal (RDB)	-0,1	1,0	0,9	0,3	1,4	0,0
Revenu disponible brut nominal, hors compensation de la taxe carbone	-0,1	1,0	0,9	0,3	0,6	0,8
Compensation de la taxe carbone	0,0	0,0	0,0	0,0	0,8	-0,8
Pouvoir d'achat du revenu disponible brut (RDB)	0,4	1,0	0,6	0,0	0,7	-0,3
Pouvoir d'achat du revenu disponible brut, hors taxe carbone	0,4	1,0	0,6	0,0	0,1	0,5
Impact net de la taxe carbone	0,0	0,0	0,0	0,0	0,6	-0,8

■ Prévision

Source : Insee

Encadré - Différentes mesures du pouvoir d'achat

Le revenu des ménages qui est présenté et analysé dans la *Note de conjoncture* représente l'ensemble des revenus perçus par la totalité des ménages. C'est en effet cette grandeur qui est pertinente au niveau macro-économique, par exemple pour construire l'équilibre entre ressources (PIB et importations) et emplois (consommation, investissement, exportations...) ou pour prévoir le PIB.

Cette grandeur doit être corrigée si on souhaite mesurer le pouvoir d'achat moyen des Français, de manière à tenir compte à la fois de la croissance du nombre de ménages et de l'évolution de leur composition.

La correction la plus pertinente de ce point de vue consiste à diviser le revenu par le nombre d'*unités de consommation* en France. Ce concept permet de tenir compte de la croissance

démographique, mais aussi du fait que certaines consommations peuvent être partagées au sein d'un ménage (les appareils ménagers par exemple). Un ménage de taille importante réalise donc certaines « économies d'échelle » par rapport à un ménage de taille plus faible. En 2008, la croissance du nombre d'unités de consommation est de 0,7 % (par comparaison, la croissance du nombre d'habitants est de 0,5 % et la croissance du nombre de ménages est de 1,4 %).

Ainsi, en 2009, le pouvoir d'achat par unité de consommation se redresserait (+1,5 % après +0,0 % en 2008). Par habitant, la hausse serait de 1,7 %, et de +0,8 % par ménage, après -0,8 % en 2008. ■

Consommation et investissement des ménages

Au troisième trimestre 2009, la consommation des ménages est restée stable. Notamment les achats d'automobiles ont ralenti. Même si le pouvoir d'achat des ménages est resté dynamique, les ménages sont restés prudents face à la hausse du chômage : leur taux d'épargne a augmenté, pour atteindre un niveau historiquement élevé.

Au quatrième trimestre, les ménages augmenteraient sensiblement leurs dépenses de consommation (+0,7 %). Cette augmentation trouverait en partie son origine dans le regain de dynamisme des achats d'automobiles, les ménages étant incités à tirer profit de la « prime à la casse » et du « bonus -malus » avant que ces dispositifs deviennent moins généreux à compter du 1^{er} janvier 2010. Leur pouvoir d'achat progressant peu, ils financeraient ces dépenses en puisant dans les sommes épargnées les trimestres précédents.

Au premier semestre 2010, la consommation ralentirait (+0,3 % au premier trimestre, puis 0,2 % au deuxième), du fait notamment du contrecoup des achats d'automobiles anticipés au trimestre précédent. À l'horizon de la prévision, la baisse de l'investissement des ménages entamée en 2008 s'atténuerait progressivement (-3,1 %, -1,8 % et -0,2 % sur les trois prochains trimestres).

Au troisième trimestre 2009, la consommation a stagné au profit de l'épargne

Au troisième trimestre 2009, la consommation des ménages a été stable (+0,0 %), après une légère progression au premier semestre (+0,1 % au premier trimestre et +0,3 % au deuxième, cf. tableau). Le pouvoir d'achat des ménages a été relativement dynamique, soutenu notamment par les baisses d'impôt. Cette hausse de revenu s'est donc intégralement répercutée sur le taux d'épargne qui a continué de monter (17,1 % au troisième trimestre 2009 contre 15,0 % au troisième trimestre 2008).

La stabilité de la consommation totale des ménages au troisième trimestre se partage entre des dépenses en produits manufacturés et en énergie en baisse, et des dépenses en services et en alimentation dynamiques (cf. graphique 1). La consommation d'énergie a nettement reculé (-3,2 % après -1,5 % au deuxième trimestre). Les achats de produits manufacturés ont légèrement baissé (-0,2 % après +0,7 % au deuxième). Cette baisse est notamment imputable au fort ralentissement des dépenses en automobiles (+0,1 % après +3,6 % et +5,8 %, aux deux premiers trimestres). En revanche, la consommation en services est restée dy-

Dépenses de consommation et investissement des ménages

évolution en %

	Évolutions trimestrielles										Évolutions annuelles			
	2008				2009				2010		2007	2008	2009	2010
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2				
Dépenses totales de consommation des ménages	-0,2	0,1	0,2	0,1	0,1	0,3	0,0	0,7	0,3	0,2	2,4	0,9	0,7	1,1
dont :														
Alimentation (17 %)	0,0	-0,7	0,2	0,6	-0,7	0,8	0,8	0,0	0,2	0,2	1,1	-0,1	0,7	0,8
Produits manufacturés (24 %)	-1,4	-0,5	0,3	-0,9	0,2	0,7	-0,2	2,2	-0,2	-0,5	4,8	-0,6	0,5	1,1
Énergie (7 %)	-3,8	1,7	0,6	0,0	-0,3	-1,5	-3,2	0,5	1,0	0,2	-1,4	0,4	-2,1	-0,6
Services (52 %)	0,5	0,1	-0,1	0,3	0,5	0,4	0,5	0,5	0,5	0,5	2,2	1,2	1,4	1,6
Dépenses individualisables des administrations	0,4	0,4	0,9	0,4	-0,1	0,7	0,9	0,7	0,6	0,3	1,5	1,5	1,9	2,0
Consommation effective totale	-0,1	0,1	0,3	0,2	0,1	0,4	0,2	0,7	0,4	0,2	2,2	1,1	1,0	1,3
Investissement des ménages	0,2	-1,4	-2,9	-2,8	-2,2	-2,2	-2,9	-3,1	-1,8	-0,2	5,5	-1,4	-9,6	-6,3

Prévision

Source : Insee

namique au troisième trimestre (+0,5 %, comme au trimestre précédent). La consommation de produits alimentaires a progressé davantage, +0,8 %, sous l'effet notamment de la baisse des prix de l'alimentation (cf. fiche Prix à la consommation).

Accélération au 4^e trimestre 2009 (+0,7 %) puis retour à rythme plus modéré début 2010

Au quatrième trimestre 2009, la consommation rebondirait (+0,7 %) sous l'effet notamment de la hausse des dépenses en produits manufacturés (+2,2 %) et en énergie (+0,5 %). Les ménages devraient en effet anticiper leurs achats d'automobiles, avant que les dispositifs incitatifs ne deviennent moins généreux, au 1^{er} janvier 2010 : à compter de cette date, la prime à la casse passe de 1000 à 700 euros, et les conditions d'application du système de « bonus-malus » écologique sont durcies. Par ailleurs, après trois trimestres de baisse, la consommation d'énergie repartirait légèrement à la hausse en fin d'année, les derniers mois de l'année ayant été doux.

Dans le même temps, le pouvoir d'achat du revenu stagnerait (+0,0 %, après +0,6 % au troisième trimestre). Les ménages financeraient alors leurs dépenses en puisant dans les sommes épargnées le trimestre précédent : le taux d'épargne reculerait de 0,6 point.

Au premier semestre 2010, la consommation ralentirait du fait notamment du contrecoup des achats anticipés d'automobiles du trimestre précé-

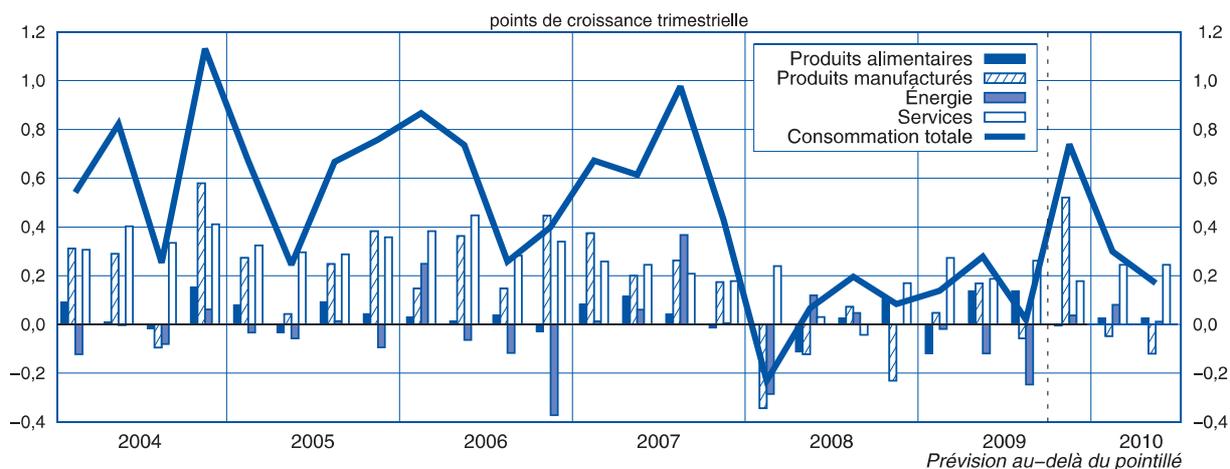
dent : +0,3 % au premier trimestre, +0,2 % au deuxième trimestre. Le taux d'épargne aurait un profil heurté au premier semestre, calqué essentiellement sur celui du pouvoir d'achat. Ce dernier serait fortement rehaussé au premier trimestre par le versement en une fois de la compensation prévue au titre de la taxe carbone (cf. fiche Revenus des ménages). Au deuxième trimestre, cet effet jouerait en sens inverse sur la croissance des revenus. Le taux d'épargne grimperait donc de nouveau au premier trimestre avant de revenir à la mi-2010 au niveau de la fin 2009.

À l'horizon de la prévision, le taux d'épargne se stabiliserait en moyenne autour de 16,6 % après une hausse quasi continue, amorcée au troisième trimestre 2008 (cf. graphique 2). En effet, d'après les enquêtes de conjoncture, les ménages n'anticipent pas de résurgence de l'inflation et les craintes face au chômage se stabilisent.

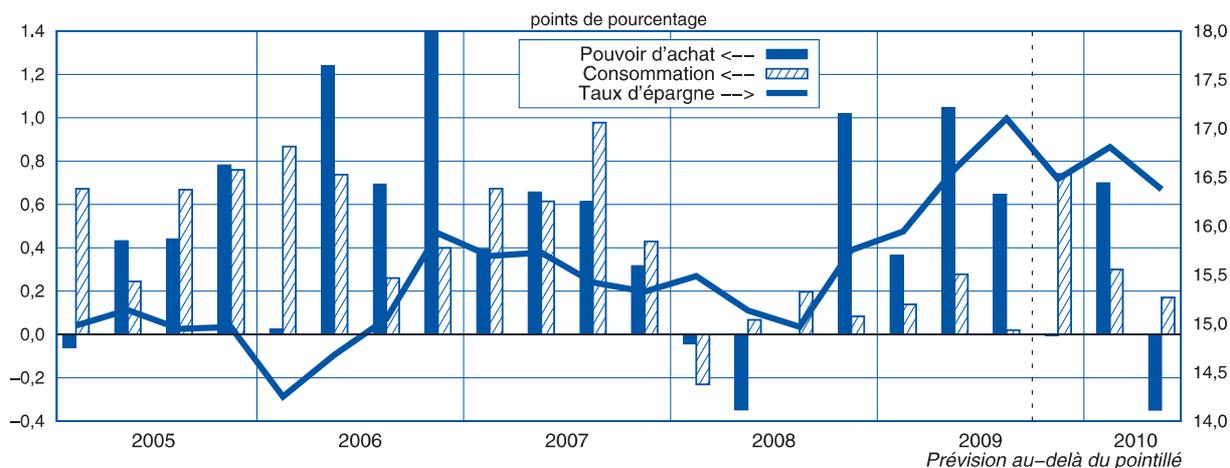
L'investissement des ménages enregistrerait un recul de plus en plus modéré

Depuis six trimestres, les ménages réduisent leurs investissements, principalement constitués d'achats de logements neufs. Ils continueraient de les réduire à l'horizon de la prévision mais de moins en moins : -3,1 % au quatrième trimestre 2009 et -0,2 % au deuxième trimestre 2010 (cf. éclairage « Vers une stabilisation du marché immobilier en France »). ■

1 - Contributions des différents postes à la consommation trimestrielle des ménages



2 - Taux d'épargne et contributions économétriques à son accroissement



Source : Insee

Éclairage - Vers une stabilisation du marché immobilier en France

Après plusieurs années de hausse soutenue, le secteur immobilier en France s'est retourné progressivement. La crise financière a accentué ce retournement, avec le durcissement des conditions d'octroi de crédits immobiliers. L'investissement des ménages en logements n'a cessé de diminuer depuis le deuxième trimestre 2008 : la baisse cumulée atteint 14 % au troisième trimestre 2009, selon les dernières données des comptes trimestriels. En parallèle, l'activité s'est contractée dans le bâtiment et, depuis la mi-2008, les effectifs dans le secteur de la construction n'ont cessé de baisser, après une hausse continue depuis 1997.

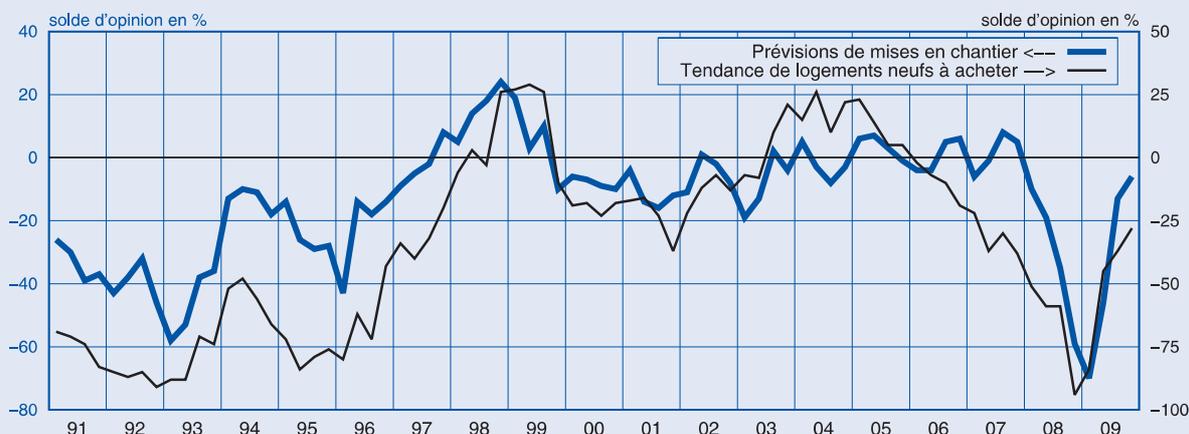
Une stabilisation semble cependant s'opérer ces derniers mois. Même si les mises en chantier restent à un niveau encore très bas, l'activité dans le bâtiment apparaît moins dégradée, les stocks de logements neufs s'écoulent plus rapidement, et la baisse des prix de l'immobilier s'est même interrompue au troisième trimestre 2009.

Les enquêtes de conjoncture pointent vers une stabilisation du marché

Le secteur immobilier est désormais entré dans une phase de stabilisation, après plus d'un an de crise. Ce retour à une situation plus normale s'est récemment traduit dans les enquêtes de conjoncture.

Dans l'industrie du bâtiment, les chefs d'entreprise interrogés en novembre déclarent que la forte contraction de leur activité, commencée mi-2008, devrait progressivement s'atténuer ces prochains mois. Le climat des affaires a cessé de se dégrader depuis septembre 2009, même s'il s'établit toujours à un niveau relativement bas. Par ailleurs, l'indicateur de retournement, construit pour détecter le retournement du cycle conjoncturel dans le secteur du bâtiment, se situe à nouveau dans la zone favorable depuis septembre 2009.

1 - Promotion immobilière



Source : Insee - enquête de conjoncture dans la construction immobilière

L'activité dans la promotion immobilière apparaît également moins dégradée, selon les réponses des professionnels du secteur. Les perspectives de mises en chantier avaient commencé à se réduire début 2008 ; la demande de logements neufs était en baisse depuis 2005 (cf. graphique 1). Mais depuis un point bas atteint à la fin de l'année 2008, la tendance des logements neufs à acheter et les prévisions de mises en chantiers se redressent fortement.

L'ensemble des services d'activité immobilière - parmi lesquels on trouve notamment les agences immobilières et les marchands de biens immobiliers - semble d'ailleurs bénéficier de cette amélioration de la conjoncture. Le point bas de l'activité a été atteint fin 2008 d'après l'enquête dans les services. Les entrepreneurs signalent une activité en nette amélioration depuis le début de l'année 2009, ainsi que des perspectives en hausse pour les prochains mois.

Les enquêtes de conjoncture pointent donc une tendance à l'amélioration de l'activité immobilière. Ce signal est confirmé par des données quantitatives, comme les ventes et les mises en chantier de logements neufs, publiées par le ministère chargé de l'équipement, ainsi que les prix des logements anciens⁽¹⁾.

Les ventes de logements neufs reprennent, et les prix des logements anciens se stabilisent

Les ventes d'appartements neufs reprennent en effet depuis le début de l'année 2009. Après deux années de baisse consécutives, elles retrouvent le niveau du dernier trimestre 2007 (cf. graphique 2). L'encours de logements neufs, qui avait atteint un pic historique mi-2008, a ainsi commencé à se réduire. De même, le délai d'écoulement des stocks des maisons et des appartements est repassé, respectivement, à 10,5 et 7,9 mois au troisième trimestre 2009, après avoir culminé autour de 21 mois au quatrième trimestre 2008 (cf. graphique 3).

(1) Ces chiffres sont fournis par l'indice des Notaires-Insee.

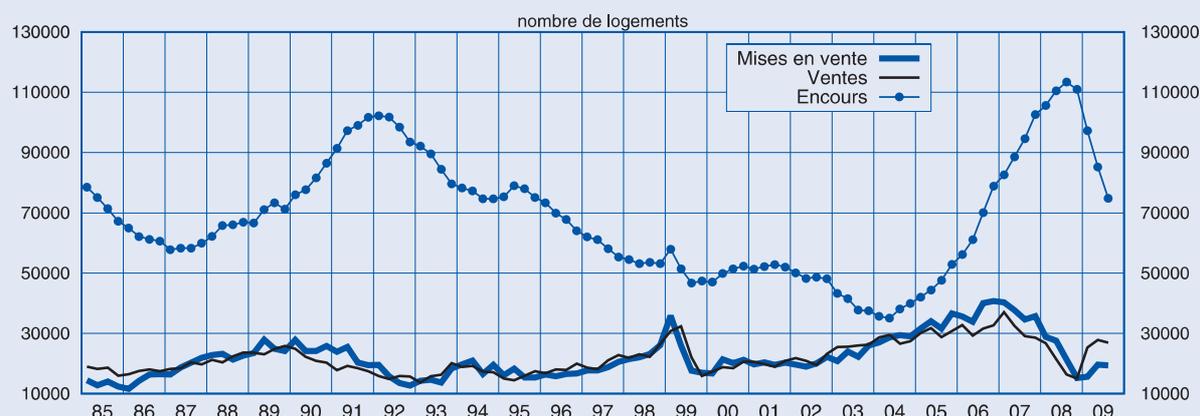
Si les ventes de logements neufs se redressent progressivement, les constructions de nouveaux logements restent déprimées. Toutefois, le creux du cycle semble avoir été dépassé récemment (cf. graphique 4) : le nombre de permis de construire recommence à croître légèrement depuis juin 2009, tandis que la baisse des mises en chantiers observée depuis mi-2007 semble interrompue. Ces dernières progresseraient légèrement dans les mois à venir⁽²⁾. Cette tendance à l'amélioration se retrouve également pour les logements anciens. Ainsi, leurs prix se sont stabilisés au troisième trimestre 2009 (cf. graphique 5).

L'investissement des ménages reste cependant encore en fort recul au troisième trimestre 2009 ; après un quatrième trimestre encore nettement en baisse, celle-ci devrait s'atténuer, pour ne plus être que -0,2 % à la fin du premier semestre 2010.

L'évolution des mises en chantier se répercute avec un certain retard sur l'investissement des ménages en logement en raison des délais inhérents à la construction immobilière. Ainsi, les comptes trimestriels évaluent l'investissement des ménages en appliquant aux mises en chantier des « grilles délais », qui tiennent compte des délais de production habituels du secteur. C'est pourquoi la légère reprise des mises en vente de logements neufs observée dans l'enquête sur la construction de logements neufs (ECLN) ne se traduit pas encore dans les données d'investissement des ménages publiées par les comptes trimestriels. Cette amélioration serait en revanche perceptible au premier semestre 2010, l'investissement en logement des ménages évoluant alors vers une stabilisation. ■

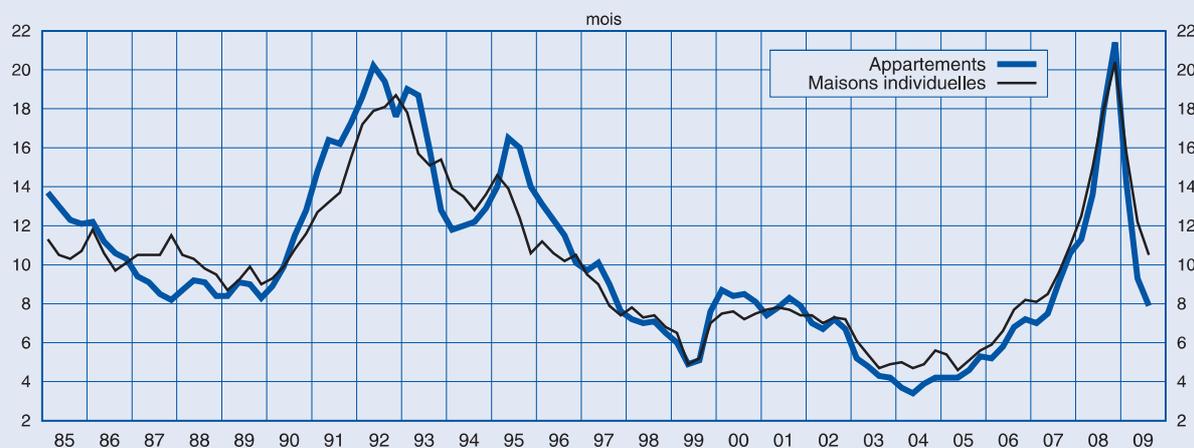
(2) Ces prévisions sont établies à partir d'étalonnages sur les permis de construire et les mises en chantier, ainsi que les soldes sur l'activité prévue dans le logement neuf, issus de l'enquête de conjoncture dans l'industrie du bâtiment.

2 - Commercialisation des appartements



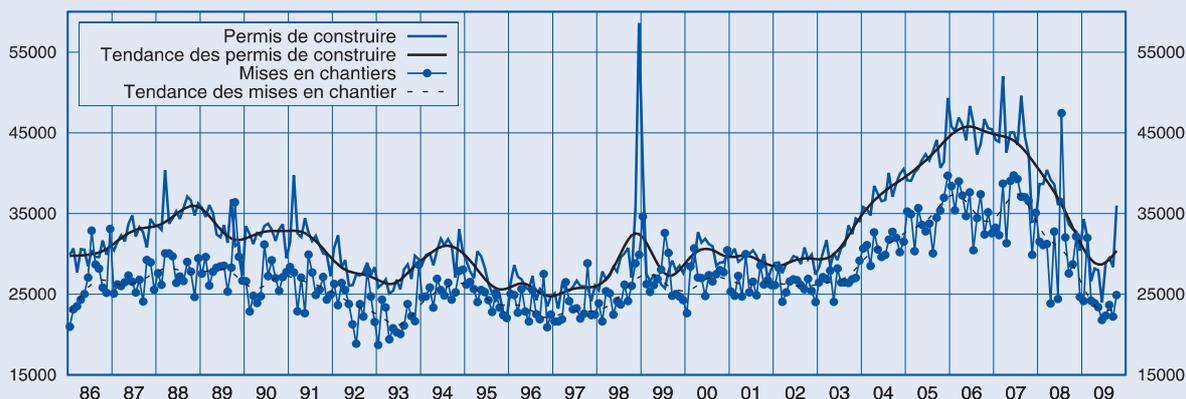
Champ : promoteurs sur les programmes de logements neufs destinés à la vente aux particuliers d'au moins cinq logements. Définitions :
 . mises en vente : les logements nouvellement offerts à la vente au cours du trimestre enquêté
 . logements vendus : logements réservés, c'est-à-dire ayant fait l'objet d'une réservation avec dépôt d'arrhes ou vendus sans réservation préalable au cours du trimestre écoulé
 . logements disponibles à la vente à la fin du trimestre (« encours ») : ils sont obtenus par différence entre les logements mis en vente et les logements vendus, auxquels on ajoute les stocks à la fin du trimestre précédent.
 Source : enquête sur la construction de logements neufs - ECLN (SoeS)

3 - Délais d'écoulement des encours



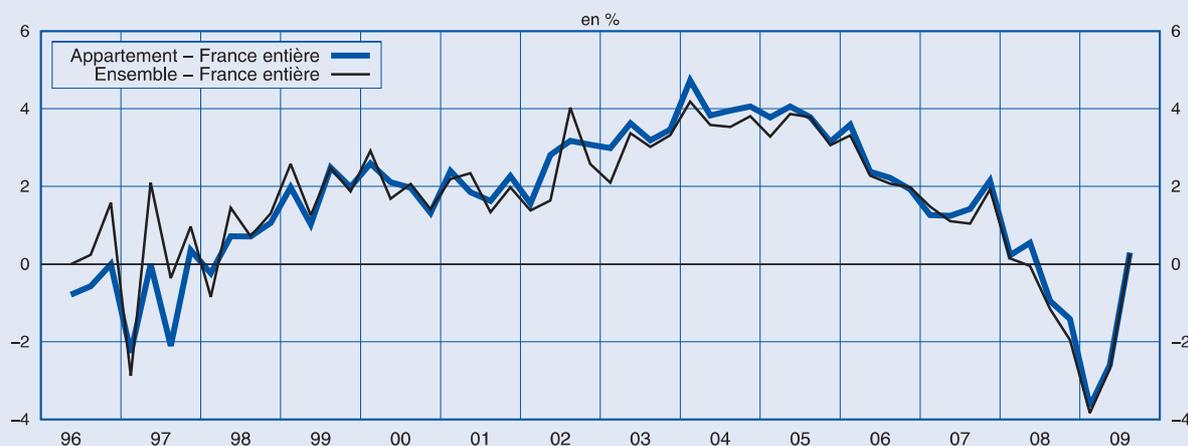
Source : enquête sur la construction de logements neufs - ECLN (SoeS)

4 - Permis de construire et mises en chantier de logements neufs



Source : données SITADEL2 (SoeS) - CVS Insee

5 - Variations trimestrielles des indices des prix des logements anciens



Source : indices des Notaires - Insee en base 100 au quatrième trimestre 2000

Résultats des entreprises

En 2009, le taux de marge des sociétés non financières aura reculé. En effet, la hausse du salaire réel moyen par tête en lien avec la forte baisse de l'inflation a plus que compensé la progression des « termes de l'échange » qu'a occasionnée le repli des prix du pétrole. La baisse de la productivité, due à un certain retard d'ajustement de l'emploi à la chute de l'activité, a également pesé sur le taux de marge. Fin 2009, le taux de marge commencerait à se redresser, les entreprises restaurant leur productivité (cf. fiche emploi).

Au premier semestre 2010, le taux de marge mesuré au coût des facteurs progresserait de nouveau : au deuxième trimestre, il serait supérieur de 1,4 point à son niveau de la fin 2009. Il bénéficierait à nouveau de gains de productivité du travail et de la suppression de la taxe professionnelle, qui soutiendrait à hauteur de 0,8 point le taux de marge.

Le taux de marge s'est stabilisé au deuxième trimestre 2009

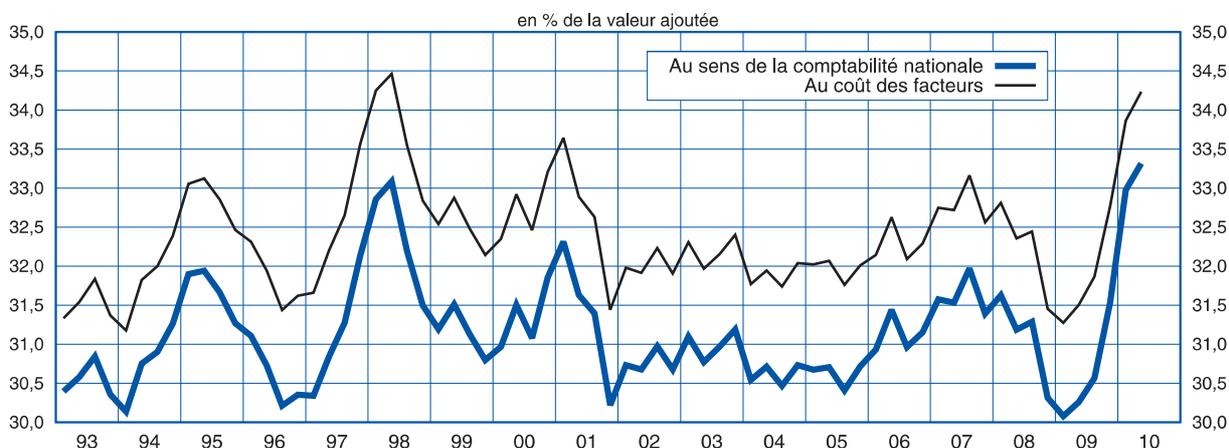
Au deuxième trimestre 2009, le taux de marge au coût des facteurs des sociétés non financières s'est stabilisé à son niveau du quatrième trimestre 2008 (31,5 %, cf. tableau).

Cette stabilisation résulte d'éléments opposés. A joué à la baisse la progression du salaire réel moyen par tête, le salaire par tête nominal n'ayant que peu répercuté la baisse des prix à la consommation. À l'inverse, la forte progression des « termes de l'échange », que traduit l'écart entre les prix de la consommation et les prix de la valeur ajoutée (cf. graphique 2), a soutenu la hausse du taux de marge : en effet, le prix du pétrole a fortement baissé au cours du premier semestre 2009 et sa baisse a fait davantage fléchir les prix de la consommation que les prix de la valeur ajoutée. De même, le début de rétablissement de la productivité a contribué à la hausse du taux de marge au deuxième trimestre 2009.

Il commencerait à se rétablir dès le second semestre 2009...

Le taux de marge mesuré au coût des facteurs progresserait nettement au troisième et surtout au quatrième trimestre 2009 (respectivement de +0,4 et +0,9 point) : la productivité apparente du travail serait de nouveau en hausse (contribution au taux de marge de +0,7 et +0,8 point). En effet, l'activité est repartie depuis le deuxième trimestre 2009 alors que l'emploi se replie encore. A contrario, la contribution des salaires réels serait de nouveau négative (respectivement -0,2 et 0,0 point aux troisième et quatrième trimestres).

1 - Taux de marge des sociétés non financières (SNF)



Source : Insee

... et poursuivrait sa progression début 2010

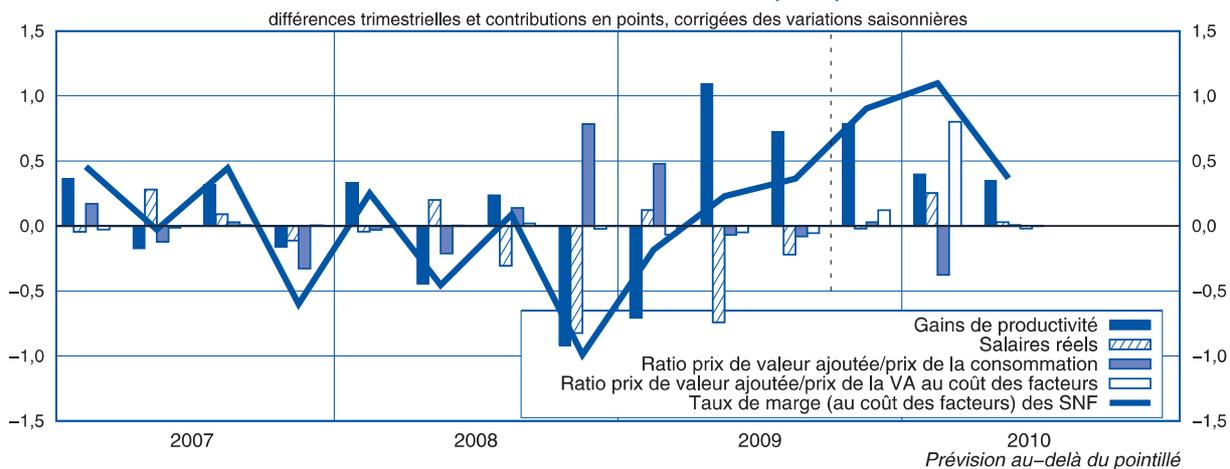
Au premier et au deuxième trimestre 2010, le taux de marge des entreprises augmenterait de nouveau, à 33,9 % puis 34,2 % mesuré au coût des facteurs. Les gains prévus de la productivité apparente du travail contribueraient de nouveau à sa hausse (+0,4 point au premier et au deuxième trimestre). La légère baisse du salaire réel la soutiendrait aussi. En effet, le chômage et la faible inflation freineraient les salaires nominaux alors que les prix augmenteraient. La réforme de la taxe professionnelle soutiendrait aussi sensiblement le taux de marge (+0,8 point⁽¹⁾, cf. encadré). En revanche, les prix de la consommation rebondiraient plus vite que ceux de la valeur ajoutée.

(1) Cette contribution de la suppression de la taxe professionnelle est reflétée dans le ratio du prix de la valeur ajoutée au coût des facteurs par rapport au prix de la valeur ajoutée au sens de la comptabilité nationale.

Au deuxième trimestre 2010, le taux de marge au coût des facteurs serait ainsi de 2,3 points au-dessus de sa moyenne de l'année 2009.

Depuis la mi-2008 et jusqu'à fin 2009, les variations conjoncturelles du taux de marge au sens de la comptabilité nationale sont proches de celles du taux de marge au coût des facteurs. Au premier trimestre 2010, le taux de marge au sens de la comptabilité nationale augmenterait plus que celui au coût des facteurs en raison de la suppression de la taxe professionnelle (voir encadré). Finalement, il serait au deuxième trimestre 2010 de 2,7 points au-dessus de sa moyenne de l'année 2009. ■

2 - Contributions à la variation du taux de marge au coût des facteurs des sociétés non financières (SNF)



Encadré : Réforme de la taxe professionnelle et excédent brut d'exploitation des entreprises

La loi de finances pour 2010 prévoit la suppression de la taxe professionnelle et son remplacement par la Contribution Économique territoriale.

En comptabilité nationale, la taxe professionnelle est enregistrée en impôt sur la production : elle a donc un impact sur l'excédent brut d'exploitation (EBE) des entreprises. Sa suppression et son remplacement par la Contribution Économique territoriale (comptabilisée elle aussi en impôt sur la production) augmenterait d'environ 11,7 Md€ en 2010 l'EBE des sociétés non financières. L'effet direct de cette réforme sur le taux de marge des SNF, au sens de la compta-

bilité nationale, serait d'environ 1,2 point. La valeur ajoutée au sens de la comptabilité nationale est inchangée par la réforme de la taxe professionnelle, seul l'effet sur l'EBE a un impact sur le taux de marge.

Sur le taux de marge au coût des facteurs, l'effet serait moindre et chiffré à 0,8 point. Au coût des facteurs en effet, la valeur ajoutée augmente lorsque les impôts à la production diminuent. L'impact de la réforme sur le taux de marge transite donc à la fois par la même hausse de l'EBE mais est amoindri par la hausse de la valeur ajoutée au coût des facteurs, au dénominateur. ■

Décomposition du taux de marge des sociétés non financières (SNF)

en % et en points

	2008				2009				2010		2008	2009	2010 acquis
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2			
Taux de marge (en niveau)⁽¹⁾	31,6	31,2	31,3	30,3	30,1	30,3	30,6	31,5	33,0	33,3	31,1	30,6	33,2
Variation du taux de marge	0,2	-0,4	0,1	-1,0	-0,2	0,2	0,3	1,0	1,4	0,3	-0,5	-0,5	2,6
Taux de marge au coût des facteurs (en niveau)⁽²⁾	32,8	32,4	32,4	31,5	31,3	31,5	31,9	32,8	33,9	34,2	32,3	31,9	34,1
Variation du taux de marge au coût des facteurs	0,2	-0,5	0,1	-1,0	-0,2	0,2	0,4	0,9	1,1	0,4	-0,5	-0,4	2,3
Contributions à la variation du taux de marge au coût des facteurs													
<i>des gains de productivité</i>	0,3	-0,4	0,2	-0,9	-0,7	1,1	0,7	0,8	0,4	0,4	-0,1	0,0	2,3
<i>du salaire par tête réel</i>	0,0	0,0	-0,3	-1,0	0,2	-0,6	-0,2	0,0	0,3	0,0	-0,3	-1,3	0,0
<i>du taux de cotisation employeur</i>	0,0	0,2	0,0	0,2	-0,1	-0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1	0,0
<i>du ratio du prix de la valeur ajoutée et du prix de la consommation</i>	0,0	-0,2	0,1	0,8	0,5	-0,1	-0,1	0,0	-0,4	0,0	-0,2	1,0	-0,4
<i>du ratio du prix de la VA au coût des facteurs au prix de la VA</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	-0,1	-0,1	-0,1	0,1	0,8	0,0	0,0	-0,1	0,5

■ Préviation

(1) Le taux de marge TM mesure la part de la valeur ajoutée qui rémunère le capital. Sa variation se décompose de façon comptable entre :

- les évolutions de la productivité (Y/L), avec Y la valeur ajoutée et L l'emploi, et du ratio du prix de la valeur ajoutée au prix de la consommation, ou termes de l'échange (P_{va}/P_c), qui jouent positivement ;
- les évolutions du salaire moyen par tête réel (SMPT/P_c) et du taux de cotisation employeur (W/SMPT, où W représente l'ensemble des rémunérations), qui jouent négativement.
- d'un ratio du prix de la valeur ajoutée au coût des facteurs par rapport au prix de la valeur ajoutée au sens de la comptabilité nationale, ce ratio augmente en 2010 en raison de la suppression de la taxe professionnelle.

Cette décomposition est synthétisée dans l'équation suivante (cf. dossier de la Note de conjoncture de juin 2003) :

$$TM = \frac{EBE}{VA} \approx 1 - \frac{W \cdot L}{Y \cdot P_{va}} = 1 - \frac{L}{Y} \cdot \frac{W}{SMPT} \cdot \frac{SMPT}{P_c} \cdot \frac{P_c}{P_{va}}$$

(2) La valeur ajoutée au coût des facteurs s'obtient à partir de la valeur ajoutée brute en lui retirant les impôts sur la production nets des subventions d'exploitation. Le taux de marge (part de l'EBE dans la valeur ajoutée) au coût des facteurs est supérieur d'environ 1 % au taux de marge au sens de la comptabilité nationale. Dans la décomposition du TM ci-dessus, seuls les termes VA et P_{va} sont affectés par cette distinction.

Source : Insee

Investissement des entreprises et stocks

L'investissement des entreprises se redresserait peu à peu à l'horizon de la mi-2010 grâce au redémarrage de l'activité amorcé au deuxième trimestre 2009 et à des conditions de financement moins défavorables. Le mouvement serait cependant limité dans un premier temps par des capacités productives toujours sous-utilisées. Ainsi, après sa forte chute fin 2008-début 2009, l'investissement se stabiliserait au quatrième trimestre 2009 (-0,1 %) ; puis il augmenterait de 0,2 % au premier trimestre 2010 et de 0,6 % au deuxième.

Au troisième trimestre 2009, la contribution des stocks à la croissance a été légèrement négative (-0,1 point), après trois trimestres de fortes contributions négatives. À l'horizon de la prévision, celle-ci pourrait être légèrement positive, du fait d'un léger réajustement des stocks en produits manufacturés.

Au quatrième trimestre 2009, l'investissement des entreprises se stabiliserait ...

Après un an et demi de baisse ininterrompue, l'investissement des entreprises non financières (ENF), se stabiliserait au quatrième trimestre 2009 (-0,1 %, cf. tableau 1). Les perspectives d'activité se redressent et les conditions de financement des entreprises se détendent progressivement, notamment sur les marchés financiers. Cependant, les chefs d'entreprises interrogés aux enquêtes de conjoncture déclarent que leurs perspectives d'activité restent modestes, avec des carnets de com-

mandes qu'ils jugent toujours très peu étoffés. De plus, l'appareil productif reste encore peu sollicité : en octobre, le taux d'utilisation des capacités de production de l'industrie manufacturière a certes continué de se redresser à 72,9 %, mais il se situe à un niveau toujours largement en dessous de sa moyenne de longue période (cf. graphique 1).

La baisse des dépenses en bâtiment et travaux publics pèserait toujours sur l'investissement des ENF mais elle serait nettement moins prononcée (-0,7 % au quatrième trimestre 2009 après -2,5 % au troisième). Dans les travaux publics tout comme dans le secteur du bâtiment, les entrepreneurs, interrogés respectivement en octobre et en novembre, anticipent en effet une moindre contraction de leur activité pour les prochains mois.

Par ailleurs, l'investissement en produits manufacturés se stabiliserait au quatrième trimestre 2009, après un léger recul au troisième trimestre (-0,3 %). Les autres investissements, essentiellement en services informatiques, continueraient de progresser : +0,5 % au quatrième 2009 après +0,4 % au troisième. Les perspectives d'activité dans les secteurs « activité informatique » et « activité en conseil et assistance » continuent en effet de se redresser.

Cependant, sur l'ensemble de l'année 2009, l'investissement des ENF reculerait nettement (-7,2 %), du fait principalement de l'importante baisse de l'investissement en produits manufacturés (-13,1 %). Dans le même temps, les dépenses d'investissement en construction reculeraient de 4,4 % et la baisse des dépenses en autres services se limiterait à 1 %.

Tableau 1

Investissement des entreprises non financières (ENF)

variations aux prix chaînés de l'année précédente, en %

	Variations trimestrielles										Variations annuelles		
	2008				2009				2010		2008	2009	2010
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2			
Produits manufacturés	3,4	-1,7	-2,5	-4,8	-6,6	-2,3	-0,3	0,0	0,5	1,0	1,7	-13,1	0,5
Bâtiment et travaux publics	1,7	-1,8	0,3	-1,6	-1,5	0,0	-2,5	-0,7	-0,7	-0,2	3,6	-4,4	-2,6
Autres	0,4	-0,5	1,1	-1,1	-0,6	-0,4	0,4	0,5	0,6	0,8	2,3	-1,0	1,7
Ensemble des ENF	2,1	-1,4	-0,7	-2,9	-3,4	-1,0	-0,7	-0,1	0,2	0,6	2,4	-7,2	0,0

■ Prévision
Source : Insee

... et redémarrerait légèrement début 2010

L'investissement des ENF se redresserait peu à peu au premier semestre 2010, grâce au redémarrage progressif de l'activité depuis le deuxième trimestre 2009 et à l'assouplissement des conditions de financement des entreprises : +0,2 % au premier trimestre puis +0,6 % au deuxième (cf. graphique 2). Ce redressement serait dicté principalement par celui de l'investissement en produits manufacturés (+0,5 % puis +1,0 %). Les dépenses en biens d'équipement, qui constituent près des deux tiers de l'investissement en produits manufacturés, redémarreraient progressivement : selon les grossistes interrogés en novembre 2009, les intentions de commandes en biens d'équipement progressent légèrement, même si elles sont encore très inférieures à leur niveau normal.

Les dépenses en construction se contracteraient encore (-0,7 % puis -0,2 %) tandis que les autres investissements continueraient de se redresser (+0,6 % au premier trimestre 2010 puis +0,8 % au deuxième).

Les variations de stocks jouent un rôle quasi neutre sur la croissance du troisième trimestre 2009

Au troisième trimestre 2009, la contribution des stocks à la croissance a été légèrement négative (-0,1 point), et ceci après trois trimestres où l'ajustement des stocks a fortement pesé sur la croissance (cf. tableau 2). Le déstockage de produits manufacturés, qui s'est massivement opéré au cours des derniers trimestres, s'est quasiment stabi-

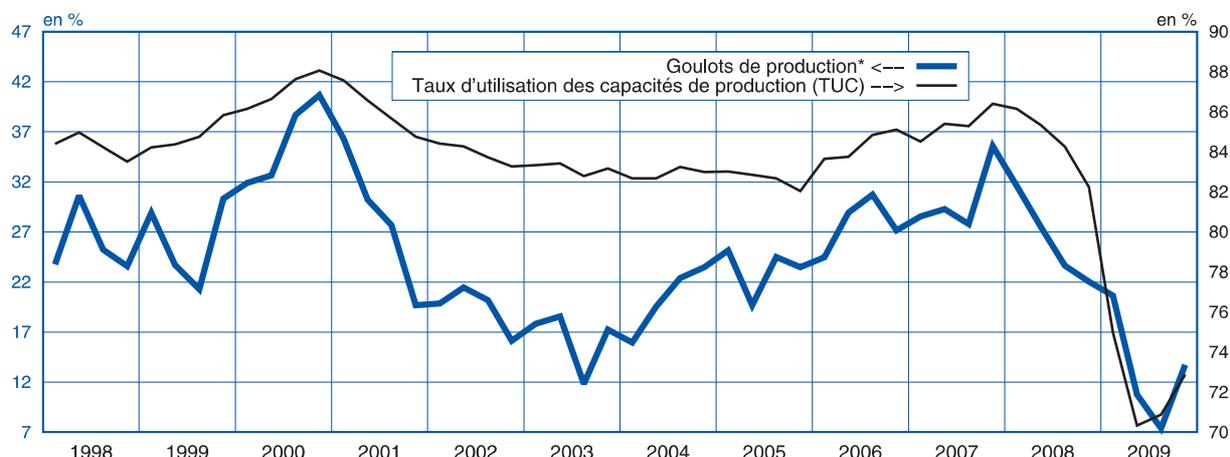
lisé et la contribution des stocks en produits manufacturés à la croissance a été nulle. En revanche, l'ajustement à la baisse des stocks de produits agroalimentaires s'est poursuivi au troisième trimestre.

Au sein des produits manufacturés, la contribution à l'activité de la variation de stocks en biens d'équipement a été fortement négative. En particulier la livraison en juillet, au titre de grands contrats à l'exportation, de bateaux et de satellites, s'est traduite dans les comptes des entreprises par un déstockage de grande ampleur. Toutefois, cette contribution négative a été compensée par celle positive des stocks d'automobile.

À l'horizon de la prévision, les stocks soutiendraient légèrement la croissance

Les stocks soutiendraient légèrement la croissance du quatrième trimestre 2009 et du premier semestre 2010 (cf. tableau 2). À l'horizon de la prévision, les déterminants traditionnels du comportement de stockage devraient faiblement évoluer. En effet, les perspectives personnelles de production exprimées par les industriels en novembre suggèrent que la croissance de l'activité devrait se stabiliser. Cependant, la détente actuelle des conditions financières devrait alléger un peu le coût de détention des stocks. La contribution positive des stocks à la croissance résulterait d'un réajustement des stocks en produits manufacturés. ■

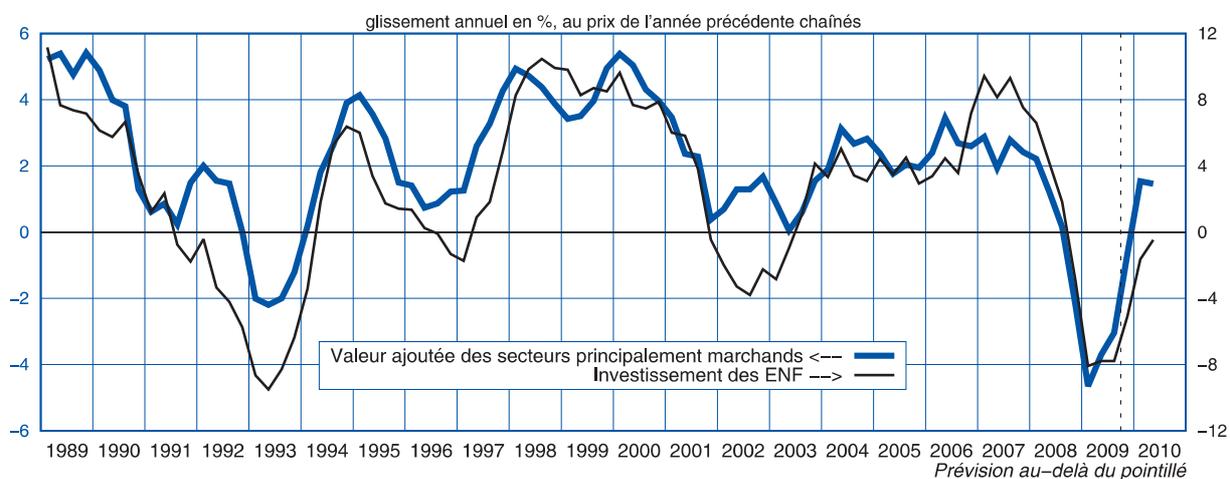
1 - Tensions sur les capacités de production de l'industrie manufacturière



* Proportion d'entreprises qui, si elles recevaient plus de commandes, ne pourraient pas produire davantage avec leurs moyens actuels.

Source : Insee, enquête trimestrielle sur l'activité dans l'industrie

2 - Investissement et valeur ajoutée



Source : Insee

Tableau 2

Contribution des variations de stocks à la croissance

en points de PIB

	Évolutions trimestrielles										Évolutions annuelles			
	2008				2009				2010		2008	2009	2010	
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2				
Produits agricoles et agroalimentaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	-0,1	-0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Produits manufacturés	0,1	0,2	-0,2	-0,8	-0,8	-0,5	0,0	0,1	0,1	0,1	-0,4	-1,8	0,1	
dont : Biens de consommation	0,0	0,0	0,0	0,0	-0,1	0,0	0,0				-0,1			
Automobile	0,3	-0,3	0,0	-0,7	-0,2	-0,1	0,3				-0,1			
Biens d'équipement	-0,2	0,4	-0,3	0,2	0,1	-0,1	-0,4				-0,1			
Biens intermédiaires	0,0	0,1	0,1	-0,3	-0,5	-0,3	0,1				-0,1			
Produits énergétiques	-0,1	-0,1	0,1	0,4	0,0	-0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1	0,0	
Autres (construction, services)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	
TOTAL (1)	0,1	0,1	0,0	-0,4	-0,8	-0,6	-0,1	0,1	0,1	0,1	-0,3	-1,6	0,0	

■ Prévision

(1) Les variations de stocks sont y compris les acquisitions nettes d'objets de valeur.

Source : Insee

Production

Au troisième trimestre 2009, la production de l'ensemble des biens et services a confirmé sa progression (+0,5 % comme au trimestre précédent) : celle-ci est principalement imputable à la hausse de la production dans l'industrie manufacturière et les services marchands.

Le climat des affaires en France s'était redressé sensiblement depuis six mois. En novembre, il a progressé de façon moins marquée. Toutefois, le climat conjoncturel demeure dans une zone favorable pour le cinquième mois consécutif depuis juillet 2009. Ainsi, la production augmenterait de 0,5 % au quatrième trimestre 2009, puis progresserait à un rythme plus modéré d'ici au deuxième trimestre 2010 (+0,4 % aux premier et deuxième trimestres 2010).

À la fin du premier semestre 2010, la production aurait un acquis de croissance de +1,5 % pour l'année 2010, après une baisse exceptionnelle de 3,1 % en 2009.

La production continuerait de progresser d'ici le premier semestre 2010

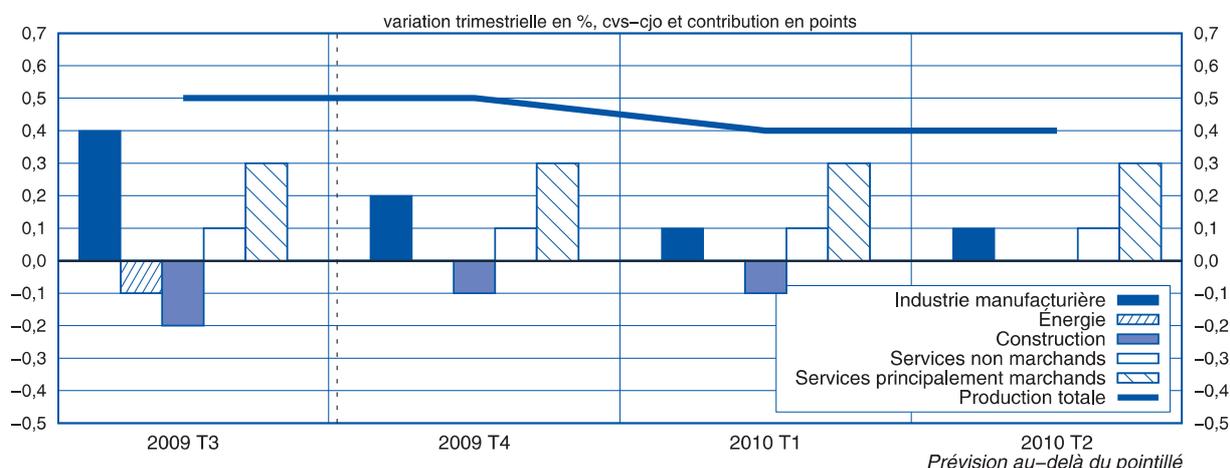
Au troisième trimestre 2009, la production a confirmé son rebond (+0,5 % comme au trimestre précédent, cf. compte associé). Cette augmenta-

tion est principalement imputable à l'industrie manufacturière et aux services marchands, qui y ont contribué respectivement pour 0,4 et 0,3 point. À l'opposé, la construction a encore pesé sur la croissance, avec une contribution de -0,2 point (cf. graphique 1).

Le climat des affaires en France, qui s'est amélioré de façon continue depuis mars 2009, a marqué une pause en novembre. S'il a continué de s'améliorer dans les services et le commerce de détail, il s'est à nouveau dégradé dans le commerce de gros, et s'est presque stabilisé dans l'industrie. Dans le bâtiment, il s'est stabilisé à un niveau nettement inférieur à sa moyenne de long terme. L'indicateur de retournement global, construit par l'Insee à partir des enquêtes de conjoncture, se maintient néanmoins dans la zone favorable pour le cinquième mois consécutif.

Au quatrième trimestre 2009, la production augmenterait de 0,5 %. Celle-ci s'atténuerait ensuite : +0,4 % aux premier et deuxième trimestres 2010. Sur la période de prévision, l'augmentation de la production serait largement induite par celle des services marchands. Le ralentissement de la production industrielle serait compensé par l'accélération de la production de construction, qui se stabiliserait à la fin de la période de prévision.

1 - Contributions sectorielles à la croissance de la production totale



Source : Insee

Au total, après une baisse de 3,1 % en 2009, l'acquis de croissance annuelle de la production pour 2010 s'établirait à +1,5 % à la fin du premier semestre 2010.

Fin 2009 et début 2010, la production manufacturière progresserait modérément

La production manufacturière a nettement accéléré au troisième trimestre 2009 : +2,3 % après +1,2 % au deuxième trimestre. La production a augmenté dans la plupart des secteurs de l'industrie manufacturière à l'exception des biens d'équipement (-0,4 %). Elle a notamment fortement accéléré dans l'automobile (+9,9 %), après un deuxième trimestre déjà dynamique (+5,3 %). D'ailleurs, les constructeurs automobiles interrogés à l'occasion de l'enquête mensuelle de conjoncture dans l'industrie faisaient état en novembre d'une nette amélioration de leur activité passée. Dans les secteurs des biens intermédiaires et des biens de consommation, la hausse de la production a été plus modérée (respectivement +2,5 % et +1,7 %).

Au quatrième trimestre 2009, les industriels interrogés en novembre indiquent une progression moindre de leur activité passée. Ceci suggère que la production manufacturière continuerait de croître, mais à un rythme moins soutenu (+0,9 % par rapport au précédent trimestre).

Pour le premier trimestre 2010, les chefs d'entreprises interrogés font état d'un certain tassement des perspectives personnelles de production (cf. graphique 2). Ce fléchissement est trop récent pour indiquer avec certitude une inflexion de tendance. Néanmoins, de façon cohérente avec le ra-

lentissement de la demande, notamment les débouchés à l'export, nous prévoyons que la progression de la production manufacturière ralentirait au premier semestre 2010 (+0,4 %, par trimestre).

Au total, sur l'ensemble de l'année 2009, la baisse de la production manufacturière resterait conséquente (-11,0 %). Mais l'acquis de croissance pour 2010 à l'issue du deuxième trimestre serait nettement positif (+2,8 %).

Dans la construction, l'activité se contracterait de moins en moins

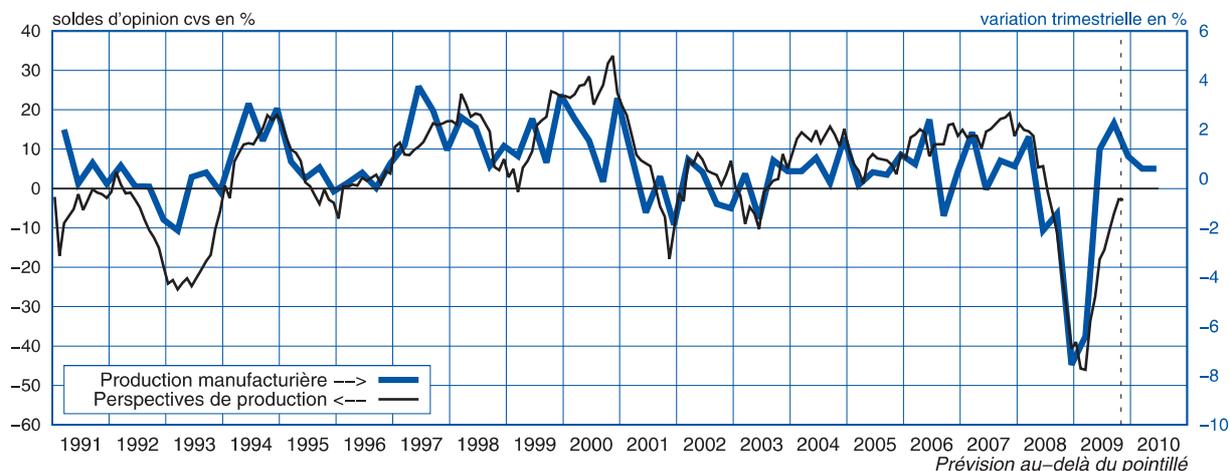
Au troisième trimestre 2009, la production dans le secteur de la construction s'est de nouveau nettement contractée : -2,1 % après -0,7 % au deuxième trimestre 2009. Cette contraction a autant concerné le bâtiment (-2,0 %) que les travaux publics (-2,2 %), du fait d'un repli généralisé de l'investissement en construction.

Au quatrième trimestre 2009, l'activité dans le bâtiment et les travaux publics serait toujours en baisse, comme l'indiquent les dernières enquêtes de conjoncture (cf. graphique 3). Le recul de la production se modérerait toutefois dans le secteur de la construction (-1,5 %).

Au premier semestre 2010, cette baisse se poursuivrait, mais de façon progressivement plus modérée (-0,9 % au premier trimestre puis -0,1 % au deuxième).

Au total, sur l'année 2009 la production dans le secteur de la construction reculerait fortement (-5,6 %) après une quasi-stagnation en 2008 (+0,1 %). Mi-2010, l'acquis de croissance s'établirait à -3,3 %.

2 - Perspectives de production par les industriels et production manufacturière



Source : Insee

Les services marchands constituerait le principal soutien à la croissance d'ici la fin du premier semestre 2010

L'activité des services marchands (autres que commerce, activités financières et transport) a accéléré au troisième trimestre 2009 : +0,6 % après +0,4 % au deuxième trimestre 2009. La production a notamment été très dynamique dans le secteur des services aux particuliers (+1,3 % après +0,4 % au deuxième trimestre), surtout dans le secteur de l'hôtellerie-restauration, qui a bénéficié d'un rebond de la consommation des ménages. Dans les services aux entreprises comme dans les activités immobilières, l'activité a été juste un peu plus soutenue.

À l'horizon de la prévision, la production de services marchands croîtrait sensiblement (+0,5 % au quatrième trimestre 2009, puis +0,6 % aux premier et deuxième trimestres 2010). En effet, selon les chefs d'entreprise, la conjoncture s'améliore progressivement dans les services. L'indicateur synthétique du climat des affaires s'est nettement redressé depuis son niveau le plus bas atteint au mois d'avril (60), et s'établit à 86 au mois de novembre.

Sur l'ensemble de l'année 2009, la production de services marchands diminuerait de 0,9 % après avoir progressé de +1,3 % en 2008. Elle retrouverait un rythme de progression soutenu au premier semestre 2010 : l'acquis de croissance serait de 1,8 %.

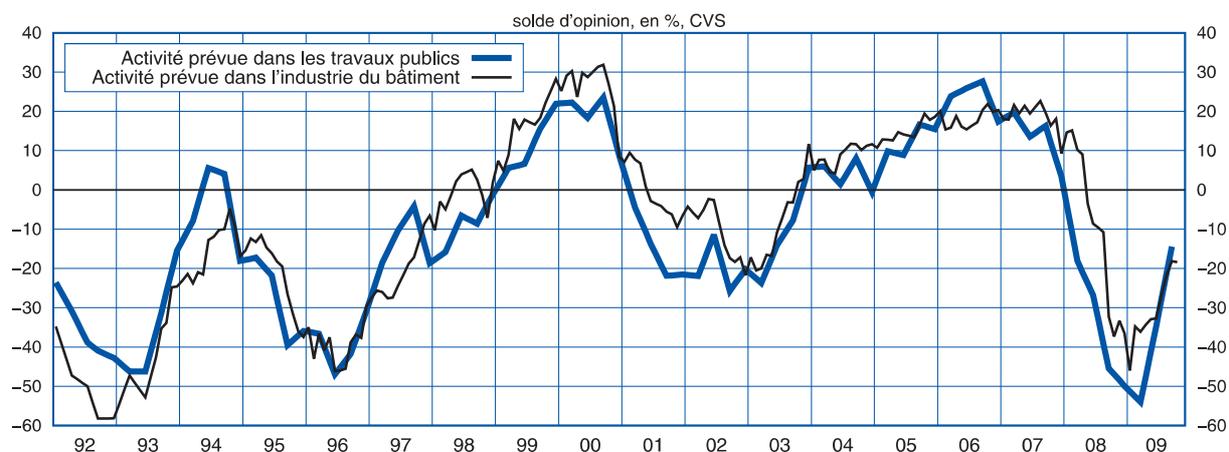
Commerce : l'activité continuerait de progresser à un rythme modéré jusqu'à la fin du premier semestre de 2010

Au troisième trimestre 2009, la reprise de l'activité commerciale amorcée au deuxième trimestre a été confirmée (+0,4 % comme au trimestre précédent). Cette hausse tient notamment à un net rebond des exportations (cf. fiche « Échanges extérieurs »).

D'après l'enquête de conjoncture de novembre dans le commerce de détail, les ventes s'amélioreraient au début du quatrième trimestre 2009. L'amélioration concerne en particulier les secteurs spécialisés dans l'aménagement de l'habitat et la pharmacie. L'indicateur synthétique du climat des affaires dans le commerce de détail remonte au-dessus de sa moyenne de longue période, signalant ainsi le retour à une activité normale, notamment dans le commerce automobile. Les intentions de commandes et les perspectives générales d'activité sont bien orientées.

Cependant, dans le commerce de gros, le climat des affaires se détériore à nouveau selon l'enquête de novembre. Les ventes et les intentions de commandes demeurent à des niveaux très en deçà de la normale, même si les perspectives générales d'activité continuent de se redresser.

3 - Évolution de l'activité dans la construction



Source : Insee et Fédération nationale des travaux publics

Au quatrième trimestre 2009, l'activité commerciale accélérerait à +0,9 %, en lien avec le rebond attendu de la consommation des ménages (cf. fiche « Consommation »). La hausse de l'activité dans le commerce de détail contribuerait principalement à la progression de l'activité commerciale.

Au premier semestre 2010, la hausse de l'activité commerciale se poursuivrait. Mais son rythme serait plus modéré (+0,3 % et +0,2 % respectivement aux premier et deuxième trimestres 2010), en lien également avec la dynamique de la consommation des ménages (+0,3 % et +0,2 % respectivement aux premier et deuxième trimestres 2010).

Sur l'ensemble de l'année 2009, la production de la branche commerce aurait donc baissé de 2,8 %. Elle augmenterait en 2010, l'acquis de croissance s'établissant à +1,5 % à la fin du deuxième trimestre.

Dans la branche transports, la production a ralenti au troisième trimestre 2009 (+0,5 % après +1,6 % au deuxième trimestre 2009). Elle accélérerait à +1,0 % au quatrième trimestre 2009 et au premier trimestre 2010 pour ralentir de nouveau au deuxième trimestre 2010 (+0,5 %), en lien avec le profil de l'activité générale.

Après un rebond pendant l'hiver, la production d'énergie stagnerait

La production d'énergie s'est fortement contractée au troisième trimestre 2009 (-3,1 %). Elle se redresserait ensuite progressivement, en phase avec la hausse de l'activité des autres branches (+0,4 % au quatrième trimestre 2009 puis +1,0 % au premier trimestre 2010). Elle serait stable au deuxième trimestre 2010.

L'activité de la filière agricole se maintiendrait au début de 2010

Au troisième trimestre 2009, la production des branches agricole et agroalimentaire a légèrement accéléré (+0,4 % après +0,2 % au trimestre précédent). D'ici le début d'année 2010, elle continuerait de progresser (de l'ordre de +0,4 % par trimestre), sous l'effet du redressement de la demande intérieure et des exportations en produits agroalimentaires.

Au total, en 2009, la croissance de la production des branches agricole et agroalimentaire serait atone (+0,4 %). L'acquis de croissance pour l'année 2010 atteindrait +1,4 %. ■